Jean-Pierre Le Goff : « L'Europe est devenue une utopie de substitution »



<u>Vox Monde (http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/)</u> | Par <u>Jean-Pierre Le Goff (#figp-author)</u> Publié le 11/07/2015 à 12h00

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN- Pour le sociologue Jean- Pierre Le Goff, la crise grecque a révélé les faiblesses de l'Union européenne. Il considère que cette dernière a sacrifié la culture et la politique à la seule économie.



Jean-Pierre Le Goff, né en 1949, est philosophe de formation, écrivain et sociologue au CNRS. Ses ouvrages portent, sur les évolutions problématiques de la société françaises, notamment les paradoxes de Mai 68 et le gauchisme culturel. Son dernier livre La Fin du village. Une histoire française est paru chez Gallimard en 2012.

LE FIGARO. - La crise grecque a plongé l'Europe dans l'angoisse. Vivons-nous une crise européenne?

JEAN-PIERRE LE GOFF. - Sans nul doute, même si ce n'est pas la première. La façon dont on traite la crise grecque me paraît symptomatique de la façon de faire de la politique au coup par coup, en parant tant bien que mal au plus pressé, dans une optique étroitement économiste, avec une inflation de communication et de commentaires qui tournent en boucle et finissent par décourager l'envie même d'y voir clair et de penser qu'il pourrait en être autrement. Il s'agit de comprendre, par-delà la crise grecque actuelle et l'urgence, pourquoi et comment on en est arrivé là, pour en tirer des leçons qui ne soient pas seulement de circonstances.

Comment expliquez le désamour entre les peuples dont témoignent de nombreux référendums (France, Hollande, Irlande, Grèce...) et la construction européenne?

L'association des peuples à la construction de l'Union est problématique. Le fait de faire revoter les peuples à un an d'intervalle, au Danemark pour le référendum sur le traité de Maastricht, en Irlande pour le traité de Nice puis celui de Lisbonne, a donné l'image d'une Union européenne construite à marche forcée, résultant de «oui» obtenus à l'arraché après des tractations. Après le rejet français du traité constitutionnel en 2005, Nicolas Sarkozy a signé deux ans plus tard le traité de Lisbonne, considéré par beaucoup comme une reprise alambiquée du traité constitutionnel. Il est vrai que Nicolas Sarkozy s'était clairement engagé dans sa campagne et que ce traité fut approuvé par le Congrès. Il n'empêche: cette façon de faire n'a pas, pour le moins, contribué à rapprocher le peuple de l'Union. Quant à François Hollande, contrairement à ses promesses de campagne, il n'a pas renégocié le traité budgétaire européen et sa capacité de «synthèse» n'a pas trompé grand monde. Sur le plan économique, une question simple mérite d'être posée: pourquoi a-t-on intégré d'emblée dans la zone euro des pays aux économies si hétérogènes? Comment a-t-on pu intégrer la Grèce, alors que l'on savait que son État avait, pour le moins, quelques difficultés à prélever l'impôt et qu'il truquait les comptes? Aujourd'hui, on se plaint de l'attitude du gouvernement grec en disant qu'il ne joue pas le jeu, oui, mais pourquoi a-t-on accepté qu'il entre dans la zone euro? Et comment peut-on passer si vite d'un discours catastrophique sur le Grexit à la reconnaissance qu'une sorte de la Grèce de l'euro est envisageable? J'attends des politiques qu'ils s'expliquent clairement sur ces questions. C'est une condition de leur crédibilité.

Quelles sont, selon vous, les causes d'une telle «marche forcée»?

Elles ne sont pas, à mon sens, d'ordre essentiellement économique. Une partie des élites s'est lancée dans une fuite en avant en faisant de l'Europe une sorte d'utopie de substitution au nationalisme et au socialisme anciens, dans un moment historique particulier: après la chute du mur de Berlin, certains ont pu croire à une «fin de l'histoire», à l'entrée dans un monde pacifié régi par l'éthique des droits de l'homme et les lois du marché. La construction de l'Union européenne s'est affirmée sous cette modalité, à tel point qu'elle semblait capable de s'élargir sans contours bien précis. N'oublions pas au demeurant qu'à un moment l'intégration de la Turquie semblait pour certains hommes politiques aller de soi. La primauté donnée au libéralisme économique accompagné d'un discours général et généreux sur les «valeurs» qui s'apparentent à de bons sentiments me paraît symptomatique de la difficulté des pays européens à se réinsérer dans l'histoire et à peser significativement dans les affaires du monde. Aujourd'hui, pour une partie de la population, l'Europe n'est pas perçue comme une protection et une «chance», mais comme une sorte de cheval de Troie de la mondialisation débridée, animée par une bureaucratie tatillonne émettant des directives et des règlements à n'en plus finir et des discours idéologiques correspondant au nouvel air du temps, notamment dans les domaines culturel et des mœurs. On peut trouver que cette appréciation méconnaît certaines décisions européennes, mais on ne peut la caractériser sommairement de «populiste», en renvoyant une partie de la population dans le camp de la démagogie de l'extrême droite ou de l'extrême gauche.

Comment restaurer le sentiment d'appartenance et de fierté européenne?

Je ne crois pas que l'Europe puisse prendre sens pour les différents peuples si on leur demande d'emblée d'oublier leur appartenance nationale ou de se considérer en position de surplomb vis-à-vis d'elle, comme tend à le faire une partie des élites et des administrateurs de l'Union européenne. Qu'on le veuille ou non, la nation demeure une référence identitaire centrale et le cadre premier de l'expression démocratique; l'histoire n'avance pas sans les peuples. Un projet politique national me paraît inséparable d'une certaine vision de l'Europe et toute décision importante doit associer pas à pas les peuples et leurs représentants élus. C'est une des leçons qu'il est grand temps de tirer de la crise grecque. Reste une question essentielle qui déborde le champ de compétences des politiques: celui de l'héritage culturel qui nous spécifie par rapport au reste du monde. La construction de l'Union européenne repose sur un paradoxe: elle intervient dans un moment où des sociétés démocratiques européennes ne savent plus d'où elles viennent ni où

elles vont. Après des années d'histoire pénitentielle qui nous désarment face à ceux qui veulent nous détruire, il importe de faire valoir clairement nos acquis civilisationnels qui ne se limitent pas à la liberté et aux droits individuels. Faute de ces deux conditions, politiques et culturelles, l'Europe demeurera une sorte de grand marché et de «démocratie providentielle» plutôt mal en point, avec en prime le statut d'un territoire de villégiature pour touristes du monde entier, admirant le patrimoine d'une civilisation moribonde.

* Dernier ouvrage paru: «La Fin du village. Une histoire française», Paris, Gallimard, 2012, 592 p., 26 €.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 11/07/2015. <u>Accédez à sa version PDF en cliquant ici (http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-07-11)</u>



Jean-Pierre Le Goff